

« Sans eux, il n'y aurait plus de zone légumière en nord Finistère » : dans le Léon, des saisonniers étrangers devenus indispensables



Par **Monique Kéromnès**

Dans les champs du Léon et de la zone légumière du nord Finistère, les saisonniers étrangers sont devenus incontournables. Un phénomène qui change la donne dans les exploitations et auquel les agriculteurs doivent s'adapter, tant bien que mal.



À Sibiril, ces saisonniers roumains participent à la coupe des choux-fleurs. Ils travaillent pour une exploitation maraîchère basée à Cléder. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

Des Roumains, des Bulgares, des Polonais, des Marocains... « Depuis quelques années, avec les saisonniers, on peut faire le tour du monde dans la zone légumière ! », constate Gilles Burel, de l’Anefa (l’Association nationale paritaire pour l’emploi et la formation en agriculture). Des salariés devenus incontournables quand les exploitants agricoles ont besoin de main-d’œuvre, pour les échalotes, les choux et autres travaux en plein champ.

« On ne voit plus de candidats français. Ou alors trop peu, ou ils ne restent pas... », témoignent les maraîchers. Les raisons sont multiples mais l'une des premières, c'est le niveau de salaire. « Travailler en plein champ, c'est un métier dur et physique. En France, on n'est plus prêt à le faire pour le Smic. Mais les producteurs, coincés par les prix, ne peuvent pas payer les saisonniers davantage... », analyse Gilles Burel.



« Travailler en plein champ, c'est un métier dur et physique. En France, on n'est plus prêt à le faire pour le Smic. Mais les producteurs, coincés par les prix, ne peuvent pas payer les saisonniers davantage... », analyse Gilles Burel, de l'Anefa (l'Association nationale paritaire pour l'emploi et la formation en agriculture). (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

Un Smic français attractif

Alors, aux annonces France Travail, sur les réseaux, en intérim, dans les forums de l'emploi et via le bouche-à-oreille, ce sont des étrangers du monde entier qui postulent. Certains se présentent directement dans les fermes. Car un Smic en France (1 800 € bruts actuellement) est nettement supérieur à celui de leur pays. La Bulgarie offre **le salaire minimum le plus bas de l'Union européenne**, avec 550 € bruts par mois. La Roumanie, c'est à peine plus.

Combien sont-ils ? **Loi « informatique et libertés »** oblige, aucun chiffre officiel ne filtre. Quelques données peuvent permettre d'en évaluer le nombre mais sans détail de nationalités. Selon la Mutualité sociale agricole (auprès de qui tout salarié du secteur de l'agriculture doit être déclaré), en 2024, le nombre de salariés occasionnels (travailleurs saisonniers et autres statuts pour des contrats de courte durée) de nationalité étrangère embauchés et déclarés dans le pays de Morlaix s'élève à 2 243 (dont 1 583 sur le territoire de Haut-Léon Communauté).

On sait aussi que le secteur du maraîchage est le plus dépendant de cette main-d'œuvre. Selon les chiffres de la Chambre d'agriculture, entre 40 000 et 45 000 contrats de travail sont signés par an dans les entreprises de production agricoles du Finistère, pour 24 000 à 25 000 personnes physiques. La moitié de ces emplois sont pour la production végétale, et deux-tiers d'entre eux se trouvent au-dessus de la RN12, soit dans la zone légumière.

Un travail administratif « lourd »

« Sans eux, il n'y aurait plus de zone légumière », lancent, unanimement, les maraîchers du Léon. « Alors, on s'adapte, on n'a pas le choix », lâche Gilles Le Bihan, producteur de légumes à Plouénan, qui a vu le marché du travail radicalement changer en une dizaine d'années. Il est à la tête du Gesal, un groupement d'employeurs d'une trentaine de producteurs du Léon et de la région de Brest. « On a tous nos propres salariés. En cas de besoin, on se donne des contacts. Avant, on faisait la paperasse dans notre coin. Mais c'est de plus en plus lourd. Alors on a mis en commun le travail administratif. Deux personnes font toutes les déclarations et les contrats. »

D'autres initiatives ont émergé : des producteurs ont, par exemple, créé **l'association CDM, Un coup de main**, qui emploie des Bulgares et gère tout pour les exploitants. La Sica, elle, **a choisi de travailler avec France Maroc Recrutement**, grâce à **l'accord qui facilite l'emploi des Marocains**. Certains travaillent avec l'association Coallia pour les demandeurs d'asile.

« Ils vont faire le travail mais à leurs conditions... »

L'une des communautés les plus visibles, ce sont les Roumains, installés quasiment à l'année. « Ils ont compris le système. Ils se répartissent eux-mêmes en petits groupes

dans les fermes », témoigne un agriculteur léonard. « Tout est réglo, je n'ai jamais eu de problème. Mais ils savent qu'ils ont la main. On fait avec. » Faire avec c'est, par exemple, prévoir des contrats sur une période assez longue pour prendre en compte les aléas météo « mais aussi les salariés qui vont venir bosser trois jours puis ne pas venir les deux jours suivant. Et qui reviennent après. Parce qu'entre-temps, ils ont bossé chez quelqu'un d'autre. Au final, ils vont faire le travail mais à leurs co nditio ns... ».

D'évoquer, également, quand la paie est versée, en liquide « au chef d'équipe. Le seul, souvent, qui parle plus ou moins français. » Une pratique possible pour les salaires inférieurs à 1 500 € mais « qui me pose question... », confie l'agriculteur.

Quid des logements

Avec les saisonniers, c'est « une équation à résoudre et un équilibre à trouver en permanence », explique Gilles Burel. Car au-delà de l'embauche, se pose le problème du logement et du transport. Face à la nécessité, certains ont fait le choix d'investir dans l'immobilier, comme Christine Kerguillec, à Cléder, qui voit un moyen de fidéliser ses saisonniers. « Mais il faut des limites », admet-elle. La Sica, par exemple, a investi dans un ancien motel et des mobile homes. CDM, Un coup de main ou France Maroc Recrutement propose de l'hébergement . Certains employeurs s'y refusent, pour l'heure. « Tout ça, ce n'est pas notre métier », arguent les réfractaires qui mettent en avant une réglementation très stricte.

« C'est un énorme stress »

Quand il s'est installé, Gilles Le Bihan n'imaginait pas avoir à gérer de telles problématiques. « Trouver la main-d'œuvre et le management, c'est la pire des contraintes. » Il avoue même avoir « diminué les productions qui dépendent le plus de la main-d'œuvre. Sinon, tu stresses tout le temps à savoir qui sera là, qui ne sera pas là... » Pour un autre maraîcher de Plouénan, « heureusement, la période de besoin ne dure pas trop longtemps. Car oui, c'est un énorme stress. Mais c'est, pour le moment, le moins pire des systèmes qu'on ait trouvé. »

« Ici, je gagne le double » : ces saisonniers agricoles roumains et bulgares travaillent dans les champs du Léon



Par Monique Kéromnès

Cosmin est roumain. Nazim, Yungyul et Shoumen sont bulgares. Ils font partie de ces saisonniers étrangers qui font tourner l'agriculture dans le pays de Morlaix. Ils expliquent leur choix de s'expatrier pour gagner un meilleur salaire.



1. Donia a 20 ans. C'est la troisième année qu'elle fait la campagne d'échalotes en Bretagne. 2. Yungyul (au centre) et Shoumen (à gauche) travaillent depuis plusieurs années avec l'association CDM, un coup de main ! pour les saisons en Bretagne. Toutes les deux sont devenues amies avec le temps et racontent vouloir « mieux

gagner leur vie » en France. 3. Nazim a 39 ans. Voilà deux ans qu'il travaille avec CDM pour les chantiers saisonniers dans l'agriculture bretonne. Il est venu en famille, avec sa femme, sa belle-sœur, son beau-frère et son neveu. 4. Cosmin est Roumain. Après l'Espagne et la région parisienne, il est arrivé en Bretagne il y a neuf pour travailler dans les champs. (Photo M. K.)

« Au départ, je pensais rester deux ou trois ans et ça fait bientôt dix ans que je suis ici ! » À 34 ans, Cosmin Vasile fait partie de ces Roumains qui ont fait le choix de travailler comme saisonnier dans l'agriculture en France. Après l'Espagne et la région parisienne, il est arrivé à Cléder, en 2016. Comme tant d'autres de ses compatriotes, il a quitté son pays dans l'espoir de donner une vie meilleure à sa famille. « Le salaire est trop petit chez nous. Ici, on gagne le double ! Concrètement, je travaille cinq ou six mois ici, à Cléder, puis je pars quelques semaines en Roumanie, pour voir ma famille. Et je reviens... »



Cosmin est roumain. Après l'Espagne et la région parisienne, il est arrivé en Bretagne il y a neuf ans pour travailler dans les champs. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

« Petits, on a vécu la même chose »

Le trentenaire travaille pour une seule exploitation : celle de Christine et Raymond Kerguillec, à Cléder, où il est devenu chef d'équipe. Au fil des années, il fait venir ses frères, des cousins, des amis. Tous sont originaires de Ploeisti, à 90 km au nord de Bucarest. « C'est plus facile quand tu as, près de toi, de la famille ou des amis », confie Cosmin dont les deux filles, âgées de 14 et 11 ans, nées en Espagne pour l'une et à Paris pour l'autre, sont restées en Roumanie, avec leurs grands-parents et sa femme. « Petits, on a tous vécu la même chose. Mais ça n'empêche pas que ça fait mal d'être loin d'eux... » Son espoir : donner un autre avenir à ses enfants.



Les Bulgares Yungul (au centre) et Shoumen (à gauche) travaillent depuis plusieurs années avec CDM, **Un coup de main !** pour les saisons en Bretagne. Toutes les deux sont devenues amies avec le temps et racontent vouloir « mieux gagner leur vie » en France. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

« En France, ça se passe bien »

Pour autant, il apprécie la vie en Bretagne. « Les patrons sont devenus des amis ! » Avec les autres Roumains installés dans le secteur, ils font des sorties pêche, des balades. « On fait aussi des foots et des barbecues ! » Lui, vit dans un mobile home. D'autres louent une chambre dans une maison achetée pour les saisonniers par ses patrons. D'autres vivent au bourg de Cléder. « En France, ça se passe bien. On n'a jamais eu de problème. Dans d'autres pays, comme l'Espagne, ça peut être compliqué... », confie-t-il.

Travail en famille

Nazim, lui est Bulgare. Il vient du sud de Sofia. C'est la deuxième année qu'il travaille avec **l'association CDM, Un coup de main !**, qui emploie des saisonniers étrangers pour ses adhérents : « J'ai toujours travaillé dans l'agriculture. Si on vient en France, c'est parce que les conditions de travail et financières sont meilleures qu'ailleurs. » Avec lui, il y a sa femme, sa belle-sœur, son beau-frère et son neveu.

Un peu plus loin, Donia, 20 ans, explique que « ça fait trois ans que je fais les saisons, ici, avec CDM ». Shoumen et Yungyul viennent aussi chaque année en Bretagne. Cette dernière, âgée de 33 ans, fait le geste de l'argent quand on lui demande pourquoi elle a quitté son pays. « C'est pour mieux gagner ma vie. » Ses deux enfants sont restés en Bulgarie, à 3 500 km. Comme ceux de Nazim, âgés de 17 et 11 ans. « On a fait ce choix pour pouvoir payer la maison et leur offrir mieux. Payer les études si besoin. » Tous louent le travail de l'association CDM, Un coup de main, qui permet d'être « en confiance ». En France, « l'accueil est bon. On se sent bien. »

« Ils ont appris sur le tas » : comment les agriculteurs du Léon gèrent-ils l'afflux de travailleurs saisonniers ?



Par Monique Kéromnès

Gilles Burel est coordinateur et animateur de l'Anefa du Finistère, l'association pour l'emploi et la formation en agriculture. Il est l'un des témoins privilégiés de l'évolution du travail saisonnier chez les maraîchers. Il en rappelle les règles et les risques de dérive.



Parmi les populations les plus présentes dans le Léon, les Roumains, arrivés il y a une dizaine d'années pour travailler dans les champs. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

Depuis quand voit-on des saisonniers étrangers dans le Léon ?

Ils sont arrivés dans le sud de la France il y a vingt ans et le phénomène a gagné les autres territoires, dont la Bretagne, petit à petit. On a vu arriver les Polonais puis les Roumains, à la faveur de l'élargissement de l'UE. Les autres pays de l'est ont suivi comme la Bulgarie. Hors UE, il y a la région du Caucase (Géorgie, Biélorussie, Moldavie...) mais aussi des Russes ou des Bosniaques. Les demandeurs d'asile, comme les Afghans ou des Soudanais, sont aussi là, avec l'association Coallia. Des Maghrébins tentent aussi leur chance. **Un accord a été passé, il y a deux ans, avec le Maroc.** Dans ce panel, certains viennent au gré des chantiers, parfois tous les ans, et d'autres ont choisi de se sédentariser, comme les Roumains.

Dans quelles conditions sont-ils embauchés ?

Les ressortissants de l'UE répondent aux mêmes conditions que les Français. Hors UE, il faut une autorisation de travail en France. Ils sont souvent payés au Smic et travaillent bien dans le cadre légal français, avec ses avantages. Ils ne sont, en tout cas, absolument pas moins payés que les autres.

Comment les exploitants agricoles gèrent-ils cette problématique ?

Ils ont appris sur le tas, contraints et forcés, le management de saisonniers étrangers. Il faut beaucoup d'énergie pour être producteur et gérer une entreprise. Ce management en plus, c'est un autre métier. Ils ont, parfois, des gens de nationalité, de culture ou de religion différente sur un même lieu de travail. Ça peut créer des tensions. Certains gèrent la géopolitique mondiale dans leur entreprise !

Existe-t-il des formations dédiées ?

Ceux qui se destinent à être les producteurs de demain ne sont pas formés. C'est un sujet éludé et c'est regrettable. Pour ceux qui sont installés, les interlocuteurs comme la DDETS 29, la MSA, la Chambre d'Agriculture, les Centres comptables ou Agri-Formation 29 (via le service juridique de la FDSEA) proposent des formations. Pour éviter aux employeurs de tomber dans les écueils et les bras de quelques personnes pas scrupuleuses et non respectueuses du cadre légal. Car, au final, ce sont les employeurs les responsables en cas de problème. On le rappelle à chaque fois : dans tous les cas, il faut faire vérifier tous les papiers des salariés via la plateforme gouvernementale dédiée.

Les fraudes, c'est une réalité ?

Oui ! Nombreux sont ceux qui se présentent comme Italiens ou Espagnols qui ont des papiers de façade. On a aussi des Moldaves qui se font passer pour Roumains. Il y a un vrai trafic autour de la fourniture de main-d'œuvre, qui ne concerne pas que le secteur agricole. L'État est vigilant avec tout ce que ça peut drainer comme problèmes annexes de trafic de drogue ou de prostitution. C'est pour cela, par exemple, que le ministère de l'Intérieur ne délivre quasiment plus d'autorisation de travail aux Albanais. Ils sont clairement dans le collimateur. En Bretagne, on reste encore épargné par les dérives, des deux côtés. Le cadre est plutôt respecté par les employeurs par rapport à d'autres régions de France.

« Je les aide au maximum » : à Cléder, comment ces maraîchers travaillent avec leurs saisonniers roumains



Par Monique Kéromnès

Faire travailler et accueillir des saisonniers étrangers dans son exploitation agricole, ce n'est pas anodin. Reportage à Cléder (29), chez les Kerguillec, qui travaillent avec des Roumains depuis une dizaine d'années. Et qui gèrent bien plus que l'embauche et les plannings...



Cosmin Vasile travaille pour Christine Kerguillec depuis neuf ans. Il est devenu, depuis, chef d'équipe. De nombreuses personnes de sa famille sont venues, depuis, travailler dans l'exploitation agricole de Cléder. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

Dans la remorque, au milieu de ce champ de Sibiril, Christine Kerguillec et Cosmin Vasile réceptionnent les choux qui viennent d'être coupés. Ils travaillent ensemble depuis près de dix ans. La complicité transparaît immédiatement. « Je suis passé par l'Espagne et par Paris avant de venir en Bretagne, sur les conseils d'un ami. J'ai vu une annonce au supermarché de Cléder et j'ai postulé. C'est comme ça que j'ai été embauché par Christine et Raymond », raconte le Roumain de 34 ans. « Je pensais faire deux ou trois ans et finalement, je suis toujours là ! » Ce qui le fait rester ? « J'ai de bons patrons », explique-t-il, dans un très bon français.

Un noyau d'une vingtaine de saisonniers

Tout au long de l'année, les Kerguillec travaillent avec une vingtaine de Roumains, tous venus du même secteur. Souvent des connaissances de Cosmin Vasile, devenu chef d'équipe. Les besoins sont constants, pour les choux-fleurs, les poireaux, les artichauts ou le tressage des oignons. Les effectifs montent au moment des grosses campagnes, comme les échalotes. « En 2024, j'ai dû déclarer 35 000 heures. J'ai vu passer 120 personnes au total. Cette année, ce sera sûrement 200 », explique Christine Kerguillec.

Le samedi, convoi général au supermarché

L'agricultrice est employeur, mais elle va bien au-delà. Depuis quatre ans, elle parle roumain couramment. « Il faut se mettre à leur place. Ils viennent d'un pays étranger. Je les aide au maximum. » Il y a le café, au champ. Les voitures et camionnettes pour se déplacer. Mais aussi les rendez-vous médicaux : « J'accompagne certaines femmes, notamment lors des grossesses. On m'a même déjà demandé d'être là pour un accouchement ! »

Le samedi, c'est convoi général pour les courses, dans un supermarché de Saint-Pol-de-Léon. « Tout le monde nous connaît ! On va toujours dans le même. Ils y ont leurs habitudes, savent où sont les produits. Et on nous ouvre une caisse, parce que parfois, on arrive à 50 ! »

Groupement d'employeurs et maison rénovée

Les Kerguillec ont aussi décidé d'investir dans l'immobilier. Depuis mars, ils sont propriétaires d'une maison et proposent des chambres à la location pour leurs salariés. « Au départ on avait installé des mobile homes mais l'inspection du travail est très pointilleuse. Alors oui, c'est un investissement, mais il faut le voir comme un outil de travail. » Ils ont aussi mis en place un groupement d'employeur, avec leur voisin Laurent Philip de LBP (production et vente de légumes). Ainsi, ils se partagent les salariés qui se voient proposer davantage d'heures de travail. « Ils ne sont pas là pour faire 10 ou 15 heures par semaine. Il ne faut pas se leurrer, **leur but est de gagner de l'argent pour leur famille au pays** », explique Christine Kerguillec. □

« Quand tu leur donnes, ils donnent en retour »

Tout mener de front, c'est beaucoup de travail. « Tous les employeurs ne vont pas aussi loin. Je suis quasi-assistante sociale. Il faut, évidemment, mettre des limites mais c'est la clé. J'ai une équipe de fidèles. L'avantage, comme ça ne tourne pas trop, c'est qu'on n'a pas à réexpliquer à chaque fois. » Et faire appel à des prestataires extérieurs pour gérer les saisonniers « pèserait trop lourd dans les finances ».

Cet investissement personnel, elle ne le regrette pas. Un lien de confiance et de respect s'est noué. « Quand tu leur donnes, ils donnent en retour. Ils font des efforts, sur les déchets et le ménage. Je leur dis, de toute façon, qu'en France on ne peut pas vivre comme en Roumanie. » De forts liens d'amitié se sont aussi créés. « Cosmin a vu grandir mes enfants. Il était à la communion du petit. Et je suis allée deux fois en Roumanie ! »

« Ils font aussi vivre Cléder » : entre 200 et 300 Roumains sont installés dans la commune à l'année



Par Monique Kéromnès

Dans le Léon, des travailleurs saisonniers étrangers ont fait le choix de vivre quasi à l'année en Bretagne. À Cléder (29), une communauté de Roumains est installée depuis près de dix ans.

Une rue de Bucarest, à Cléder ? « C'est de l'humour, répond le maire, Jean-Noël Edern. Beaucoup de gens surnomment la rue de Saint-Pol-de-Léon ainsi parce que c'est là que vivent beaucoup des Roumains installés dans la commune ! » Ils seraient « entre 200 et 300 », selon l'édile, sur une population totale de 3 500 habitants. La majorité **travaille comme saisonniers pour les maraîchers de Cléder** où l'agriculture et ses 500 emplois équivalent temps plein est la première activité économique. Les voisines de Plounévez-Lochrist, Saint-Pol-de-Léon ou Plouénan n'échappent pas au phénomène.



La rue de Saint-Pol-de-Léon, à Cléder, où de nombreux Roumains qui travaillent en agriculture louent des maisons ou des appartements. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

Une vie entre Cléder et la Roumanie

Des Roumains sédentarisés, qui vivent au bourg mais aussi dans les logements que peuvent proposer les employeurs. Certains ont même acheté leur maison. Leur rythme de vie ? Quasiment le même pour tous : le travail, en Bretagne, pendant trois mois, puis le retour au pays quelques semaines, pour voir la famille, avant de revenir.

« Ils vivent en majorité ici. Ils participent à la vie locale », souligne Jean-Noël Edern. Ils fréquentent les bars de la commune, ses commerces. « On les voit dans les supermarchés du secteur, le midi ou en fin de journée, tous les jours, pour acheter ce dont ils ont besoin pour manger », raconte le maire. Certains sont aussi joueurs dans le club de football de Cléder.

Le pharmacien a appris le roumain

La commune s'adapte à cette nouvelle population. Le pharmacien, par exemple, a appris à parler le roumain. À l'école privée, où sont scolarisés la majorité des enfants de Roumains qui vivent à Cléder, une institutrice à la retraite donne des cours de français.

« La vie est bien ici, confirme Cosmin Vasile, installé depuis neuf ans. On fait tous en sorte que ça se passe bien. C'est important pour nous. » Jean-Noël Edern, lui, y voit une chance : « En 2024, un quart des seize naissances de la commune étaient des petits roumains ! » Son objectif ? Arriver à ce qu'ils soient comptés dans le recensement de 2026, « parce qu'ils font aussi vivre Cléder ! ».

Déclaration, embauche, logement... : cette association bretonne gère l'embauche de saisonniers étrangers agricoles de A à Z



Par Monique Kéromnès

Depuis 2017, « CDM, un coup de main ! » permet à ses adhérents agriculteurs d'embaucher des saisonniers venus essentiellement de Bulgarie. L'association, unique en son genre, gère l'administratif mais aussi le logement et s'assure d'un accueil digne de ces travailleurs.



Yungul et Shoumen sont amies et travaillent ensemble, pour CDM, comme saisonnières depuis plusieurs années. (Le Télégramme / Monique Kéromnès)

Nazim, Donia, Yungyul ou Shoumen sont à genoux, à même la terre, dans ce champ de Plouvorn (29). Depuis des heures, inlassablement, ils posent les bulbes d'échalotes, un par un, le long des bâches noires. Un travail rigoureux, fatigant. Et pour lequel ils sont indispensables. « Il n'y a pas de mécanisation pour l'échalote. On plante et on arrache à la main », explique Arnaud Glidic, maraîcher.



Arnaud Glidic, maraîcher et vice-président de « CDM, un coup de main ! », Nathalie Stéphan, directrice de l'association, en compagnie de Lubo Dobrev, qui fait le lien entre la Bulgarie et la France. (Le Télégramme/Monique Kéromnès)

« Crée par et pour les producteurs »

Depuis cinq ans, pour la « campagne », il n'emploie que des saisonniers bulgares, via l'association « CDM, un coup de main ! », dont il est vice-président. Comme ses collègues maraîchers, il constate qu'il « n'y a plus de candidats français quand on met une annonce. Ou alors, ils ne restent pas... ». « CDM » est née en 2017 quand, face à la difficulté de recruter des saisonniers agricoles, des producteurs de légumes ont décidé de se regrouper pour mutualiser leurs salariés. Ils sont aujourd'hui 80, dans le Finistère et le Morbihan (légumes industrie, légumes frais, pépiniéristes, producteurs de pomme de terre et même ostréiculteurs). « On reste une petite structure. Crée par et pour les producteurs. Et à but non lucratif », rappelle Nathalie Stéphan, la directrice.

« CDM » emploie 150 salariés à l'année. Un chiffre qui monte à 280 au moment des campagnes comme l'échalote. Tous sont originaires de Bulgarie. « On travaille avec un cabinet de recrutement, là-bas, avec qui tout est carré et dans les règles », explique la directrice, qui souligne le travail étroit avec les différents organismes, comme la MSA. Ceux qui font le lien, ce sont Lubo Dobrev - « Moi aussi j'ai commencé comme travailleur saisonnier, dans le Morbihan. Quand j'ai vu les besoins qu'il y avait, j'ai décidé de mettre en relation les producteurs et les Bulgares qui voulaient venir travailler en France » - et Jenny Nikolova, qui accompagne les salariés au quotidien, sur place, auprès des producteurs.

Des déclarations au logement

Ce qui différencie « CDM, un coup de main ! » d'un groupement d'employeurs classique ? « On gère tout de A à Z. Les déclarations, les fiches de paie, les plannings. Mais aussi le logement. Parce qu'on ne peut pas les embaucher et les laisser se débrouiller... Il faut un minimum de bienveillance. La seule chose qu'on leur demande, c'est d'avoir un moyen de locomotion », défend Nathalie Stéphan. Un état d'esprit, quasi social, inscrit dans une charte à laquelle tous les employeurs adhèrent.

Dans le champ, tout le monde se connaît. Cela fait plusieurs années que Nazim, 39 ans, mais aussi Donia ou Yungyul, travaillent pour CDM. « Il y a du respect et on se sent en confiance », expliquent-ils. Tous sont originaires du sud de Sofia. Tous viennent travailler en France, à 3 500 km de chez eux, pour l'argent. La Bulgarie affiche le salaire minimum brut le plus bas de l'Union européenne, avec 550 euros par mois, contre environ 1 800 euros en France.

Anticipation à six mois

Dans l'année, ils vont enchaîner les échalotes, les serres de tomates, les fraises, le sarclage pour le bio ou encore la coupe des choux. La plupart rentrent chez eux l'été et à Noël, pour voir leur famille. Certains travaillent dans d'autres régions de France. « Les adhérents nous communiquent leurs besoins six mois à l'avance. Grâce à cela, on peut organiser les équipes, par semaine, et dire qui va où et quand. Au quotidien, tout est répertorié via une application qui permet aussi de noter et vérifier les heures de travail... »

« Avec nous, les agriculteurs dorment tranquille »

Une anticipation indispensable, aussi, pour loger ces travailleurs. Un coût total de 500 000 € par an pour l'association, qui loue des maisons ou des gîtes. « On les loge par familles. On ne veut pas de ghetto. » Aux pics d'activité, CDM loue aussi des internats ou des résidences de vacances. Comme le font de plus en plus d'agriculteurs qui peinent à trouver des saisonniers faute de logement, certains adhérents de CDM, comme Arnaud Glidic, ont investi : « On a rénové un ancien hôtel et d'autres logements pour héberger jusqu'à 40 personnes », explique-t-il.

Évidemment, faire appel à l'association a un coût (smic horaire et prestation de CDM). « Mais embaucher des étrangers, c'est une responsabilité. Avec nous, les agriculteurs dorment tranquille. »